

Audience publique du 30 juin 2010

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 19 L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26766 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 31 mars 2010 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à (Iran), demeurant actuellement à L-..., tendant, d'une part, à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 15 février 2010 portant refus de sa demande de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 mai 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du gouvernement Betty SANDT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 juin 2010 ;

Vu le mémoire supplémentaire du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 16 juin 2010 ;

Vu le mémoire supplémentaire déposé par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH pour compte du demandeur au greffe du tribunal administratif le 21 juin 2010 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries complémentaires à l'audience publique du 21 juin 2010.

Le 19 décembre 2007, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Le 24 décembre 2007, Monsieur ... fut entendu par un agent de la police grand-ducale sur son identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur ... fut entendu en date des 17 janvier, 11 mars, 29 avril, 3 juillet, 16 octobre et finalement 25 novembre 2008 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Il fit encore l'objet d'une audition complémentaire en date du 16 décembre 2009.

Par décision du 15 février 2010, expédiée par lettre recommandée le 1^{er} mars 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé « *le ministre* », informa Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été rejetée comme étant non fondée. Cette décision est libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 19 décembre 2007.

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, votre demande de protection internationale a été évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 8 janvier 2008 et les rapports d'entretien des agents du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration datés des 17 janvier, 11 mars, 29 avril, 3 juillet, 16 octobre et 25 novembre 2008 ainsi que du 16 décembre 2009.

Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que, quatre semaines environ avant votre arrivée au Luxembourg, vous auriez quitté l'Iran avec l'aide d'un passeur. Vous seriez d'abord allé en Turquie. Vous seriez resté une douzaine de jours dans un hôtel du quartier iranien d'Istanbul, le temps de vous préparer un faux passeport. Finalement, vous auriez quitté Istanbul en avion avec le passeur. Vous auriez atterri dans un endroit inconnu et il vous aurait encore fallu neuf heures de train pour arriver au Luxembourg. Vous auriez passé quatre nuits dans divers hôtels à Luxembourg avec le passeur avant de vous présenter au Ministère pour y déposer votre demande de protection internationale.

Un contrôle policier a directement permis de constater qu'une partie du récit concernant votre voyage était faux.

Lors de l'audition auprès de l'agent du Ministère et sur les conseils de votre avocat, vous avez finalement admis que le passeur ne vous avait pas accompagné dans les différents hôtels à Luxembourg et que c'était vous-même et non pas le passeur qui aviez téléphoné en Allemagne pour informer des membres de votre famille de votre arrivée ici. Pendant votre voyage, vous auriez utilisé un passeport au nom d'..., de nationalité française.

Il résulte de vos déclarations aux agents ministériels que, pendant et après vos études secondaires, vous auriez été footballeur. Vous auriez eu un problème au genou et vous auriez dû arrêter le sport. Vous vous seriez reconverti dans la vente par correspondance sur Internet de tapis anciens. Vous auriez été l'un des vendeurs d'une société appelée ...qui serait spécialisée dans le commerce de diamants et de tapis. Vous auriez constitué un petit groupe de vendeurs dont vous auriez supervisé les transactions tout en prenant un pourcentage sur le produit de leurs ventes en ligne.

Vous auriez entamé votre service militaire le 16 août 2006 mais vous auriez été arrêté pour avoir eu des activités contre le régime. En effet, vous expliquez que vous auriez fait partie d'une organisation appelée LE DRAPEAU DU JUSTE ET DE LA JUSTICE. Le fondateur de ce groupe serait un certain ..., un ancien maître de kung-fu qui a quitté l'Iran et qui serait devenu, en exil, un opposant au régime. Des discussions philosophiques et politiques auraient été organisées chez les membres de cette organisation. Les convocations à ces réunions se seraient faites de bouches à oreilles. Les femmes présentes dans ces réunions auraient aussi préparé des bocaux de nourriture, le produit de la vente de ces bocaux allant aux nécessiteux. Dans le cadre de ces réunions, vous auriez distribué des flyers et des CD en les laissant traîner dans les lieux publics, comme des bus ou des taxis et aussi en les glissant sous la porte des particuliers.

A la mi-décembre 2006, alors que vous auriez effectué votre service militaire et que vous seriez rentré à la caserne, vous auriez été fouillé et on aurait trouvé ces CD compromettants dans votre sac-à-dos. Vous auriez été placé en garde à vue pendant deux jours et puis vous auriez été transféré au Service de Renseignement central. Vous y auriez été interrogé et on vous y aurait mal traité: on vous aurait notamment injecté à plusieurs reprises une substance qui aurait provoqué un besoin sexuel frénétique et des migraines terribles.

Par la suite, vous auriez été amené devant un Tribunal militaire. Un homme vous aurait dit que vous alliez comparaître devant un Tribunal Révolutionnaire et vous auriez dû signer plusieurs feuillets sans savoir de quoi il s'agissait. Le lendemain, vous auriez été amené devant le Tribunal de Karaj et un mollah vous aurait dit que vous aviez signé des aveux et il vous aurait demandé si vous aviez autre chose à dire. Sur le conseil d'un avocat, vous n'auriez rien ajouté. On vous aurait alors ramené dans votre cellule. Quelques jours plus tard, vous auriez comparu une nouvelle fois devant le juge et il vous aurait annoncé que vous étiez condamné à quatorze ans de prison ferme et à terminer votre service militaire. Après avoir eu connaissance de cette sentence, vous auriez dû être transféré à nouveau en prison mais vous vous seriez évadé pendant le transfert grâce à l'aide de votre oncle. Celui-ci aurait pu vous glisser « sois sur tes gardes; ça va s'arranger! » au moment où vous montiez dans le fourgon de police. Un accident se serait en effet produit pendant le trajet. Sans savoir si cet accident était ou non provoqué, vous auriez profité de la sortie du conducteur pour vous échapper du fourgon. En vous faufilant dans la foule, vous auriez pu prendre un taxi pour aller de Karaj à Téhéran. Arrivé là, un ami aurait payé la course du taxi et il vous aurait laissé appeler votre oncle qui serait venu vous chercher. Vous seriez arrivé à ôter les menottes encore à vos poignets. Votre oncle vous aurait caché dans son usine pendant huit mois et demi. Pendant cette période, vous auriez été condamné à mort par contumace.

Vous ajoutez qu'une personne de votre groupe politique aurait été arrêtée, un certain Par la suite, beaucoup d'autres gens auraient été arrêtés mais ces personnes auraient été libérées par la suite.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Or, les faits que vous alléguiez ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.

En effet, il résulte d'un rapport de police du 17 novembre 2009 que les documents d'identité que vous avez versés à l'appui de votre demande sont, l'un - votre livret de famille - clairement falsifié et l'autre - votre permis de conduire - d'une authenticité douteuse. Quant à la pièce intitulée «Sentence» du tribunal que vous versez, je constate qu'elle est également d'une authenticité douteuse: diverses mentions, en haut à gauche et à droite, ne sont pas complétées, le document donne l'impression qu'une feuille a été accolée à l'en-tête du Tribunal avant de faire une copie du tout car les lignes ne sont pas parallèles et il est aussi curieux qu'aucune signature ne confirme le cachet. Je relève aussi que le numéro du dossier dans le document intitulé « Notification » est différent du numéro de dossier dans le document intitulé « Sentence ». Il est aussi curieux que la sentence qui rappelle les rétroactes du dossier ne fasse nulle mention du jugement précédant, c'est-à-dire de celui qui, d'après vous, vous aurait condamné à quatorze ans de prison. A cela s'ajoute que votre évasion de la fourgonnette de police est également trop rocambolesque pour être crédible.

Il résulte de ce qui précède qu'il y a trop de zones d'ombre dans votre récit et dans votre identité même si les livrets de famille de vos parents ont été jugés authentiques pour que nous puissions ajouter foi à votre récit.

Ainsi, vous n'alléguiez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits peu crédibles invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une

violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. Ils ne justifient donc pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.

Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

La présente décision vaut ordre de quitter le territoire.

La décision de rejet de votre demande de protection internationale est susceptible d'un recours en réformation devant le Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai d'un mois à partir de la notification de la présente.

Un recours en annulation devant le Tribunal administratif peut être introduit contre l'ordre de quitter le territoire, simultanément et dans les mêmes délais que le recours contre la décision de rejet de votre demande de protection internationale. Tout recours séparé sera entaché d'irrecevabilité.

Je vous informe par ailleurs que le recours gracieux n'interrompt pas les délais de la procédure. (...) »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 31 mars 2010, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision précitée du ministre du 15 février 2010, par laquelle il s'est vu refuser la reconnaissance d'un statut de protection internationale, et un recours tendant à l'annulation de la décision du même jour, incluse dans le même document, portant à son égard ordre de quitter le territoire.

1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision de refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, un recours en réformation a valablement pu être dirigé contre la décision ministérielle déférée, lequel recours est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... expose les faits et rétroactes de sa demande en obtention d'une protection internationale et reproche au ministre de s'être livré à une appréciation erronée des faits d'espèce, en ce sens que ce serait à tort que le ministre est arrivé à la conclusion que ces mêmes faits ne justifiaient pas dans son chef une crainte justifiée de persécution.

Or, à ce sujet, il rappelle être de nationalité iranienne et avoir dû quitter l'Iran au vu de ses craintes permanentes de persécution qui y auraient rendu sa vie intolérable ; il affirme encore avoir effectivement subi de graves persécutions en Iran, de sorte à éprouver de fortes craintes d'en subir à nouveau en cas de retour dans son pays d'origine.

Plus précisément, il relate avoir eu, parallèlement à son service militaire, une activité au sein d'une organisation appelée « *Le drapeau du juste et de la justice* » qui aurait dénoncé les méfaits du régime iranien, et pour laquelle il aurait distribué des publications, particulièrement par Internet. Cette activité ayant été découverte par hasard, il aurait été convoqué devant le tribunal militaire où il aurait été contraint à signer des documents ; quelques jours plus tard, il aurait comparu devant un tribunal révolutionnaire présidé par un mollah où il se serait avéré que les documents signés auparavant constituaient en fait des aveux. Il aurait été condamné à quatorze ans de prison et à terminer son service militaire ; cependant, lors de son transfert du tribunal vers la prison, il aurait pu s'évader, grâce à un accident mis en scène par son oncle et son père.

Etant par la suite recherché par les autorités, ses parents auraient été victimes de nombreuses perquisitions afin de le retrouver et lui-même aurait été condamné à mort par contumace.

Il affirme que son placement en garde à vue, son transfert auprès du Service de renseignement Central, les mauvais traitements et les tortures subis, son procès où ses droits auraient été bafoués et finalement sa condamnation à mort, constitueraient des faits qui de par leur nature et par leur caractère répété représenteraient une violation grave des droits fondamentaux, sinon une accumulation de diverses mesures violant les droits de l'Homme, de sorte ces faits rentreraient dans les prévisions de l'article 31 (2) a), b), c) et d) de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Face aux doutes et contestations de l'Etat quant à son identité et quant à l'authenticité des documents remis, il expose avoir transmis au ministère les originaux des livrets de famille de son père et sa mère ainsi que deux photos de lui-même en compagnie de ses parents, de sorte à avoir établi son identité. Il fait à ce sujet plaider que si, comme admis par le ministre, les livrets de famille de ses parents sont authentiques, il ne pourrait en être autrement du sien. En effet, son livret de famille indiquerait le numéro ..., ce qui correspondrait au numéro de son acte de naissance, de même qu'y figureraient les noms de ses parents, respectivement le numéro 3..., correspondant au numéro de l'acte de naissance de son père ainsi que le numéro ... correspondant au numéro de l'acte de naissance de sa mère, ces mêmes indications se retrouvant sur les livrets de famille de ses parents.

Il expose encore avoir remis l'original de son jugement à l'appui de sa demande en protection internationale, ainsi que sa convocation devant le tribunal militaire. Si ces documents présenteraient certes des différences avec des actes similaires rendus sous les législations occidentales, il rappelle que le droit iranien diffère du droit luxembourgeois, car n'étant ni issu du droit romano-germanique, ni du droit anglo-saxon, mais du droit islamique, droit complètement différent de par sa forme et de par son contenu au droit européen.

Le demandeur se réfère encore à une attestation du 2 juin 2009 de son avocat iranien relative à sa procédure en Iran, qui démontrerait la réalité des poursuites subies.

Il souligne qu'il appartiendrait en tout état de cause au ministère d'introduire une inscription en faux à son égard.

Enfin, il expose brièvement la situation actuelle en Iran.

Quant à la protection subsidiaire, il réaffirme que l'environnement serait devenu invivable en Iran, de sorte qu'il y serait exposé, en cas de retour, à des atteintes graves.

Le délégué du gouvernement, dans son mémoire en réponse, fait valoir que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation de Monsieur

Il souligne ainsi principalement le fait que le ministre a émis des doutes sur la véracité du récit du demandeur. En effet, indépendamment du fait que le demandeur avait initialement menti quant au récit de son voyage, les problèmes qu'il invoque et les pièces versées ne sauraient entraîner la conviction du ministre. A ce sujet, il relève en particulier qu'une expertise du livret de famille du demandeur aurait permis d'en établir la fausseté, ce qui ne serait pas contradictoire avec le constat de l'authenticité des livrets de famille de ses père et mère allégués, puisque le demandeur aurait pu usurper l'identité d'une autre personne, en l'occurrence celle du fils des époux....

La partie étatique relève encore que le permis de conduire versé par Monsieur ... aurait été analysé comme douteux par le service de police du Findel.

Quant au récit du demandeur, le délégué du gouvernement estime que la prétendue évasion de Monsieur ... ne saurait être crédible, tandis que les pièces versées à l'appui des poursuites judiciaires contre Monsieur ... seraient d'une authenticité douteuse, « *et ceci même à l'œil nu* ».

Enfin, il estime que le document dans lequel Monsieur ... certifie lui-même l'authenticité des documents qu'il verse ne saurait être pris en considération.

Le tribunal a ré-ouvert les débats quant à la question soulevée par le demandeur, à savoir la nécessité de procéder à une inscription de faux, et afin de permettre à la partie étatique de l'informer quant au dépôt éventuel d'une plainte pénale.

Il résulte à cet égard des explications étatiques que la partie étatique n'a ni engagé la procédure en inscription de faux, ni déposé de plainte, la partie étatique estimant que la procédure en inscription de faux, serait, outre d'être lourde et longue, et partant susceptible d'allonger inutilement la procédure contentieuse, inutile, au vu, d'une part, du risque d'aboutir finalement à un classement sans suite par le Parquet et, d'autre part, des conclusions incontestables de l'expertise du Service de police du Findel, la partie étatique soulignant que le but de la procédure ne serait pas, in fine, d'intenter un procès pénal au demandeur ni de le faire condamner.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi modifiée du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « réfugié » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de*

cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...) ».

Le tribunal, statuant en tant que juge du fond en matière de demande de protection internationale, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, tout en prenant en considération la situation, telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur.

Il se dégage à ce propos du libellé de la décision déferée que le ministre est arrivé à la conclusion que le récit de Monsieur ... ne serait pas crédible en son ensemble sur base de trois éléments distincts ; il s'appuie d'abord sur une expertise effectuée par la police grand-ducale pour soutenir que le livret de famille présenté par le demandeur comme étant le sien à l'appui de la demande de protection internationale est un faux, ainsi que, en deuxième lieu, sur l'« *apparence douteuse* » des autres pièces versées en cause par le demandeur, à savoir un jugement rendu par le tribunal révolutionnaire de Karaj en Iran ainsi qu'une convocation par-devant le même tribunal adressée au demandeur, et, finalement, en troisième lieu, le « *caractère rocambolesque* » de l'évasion telle que relatée par le demandeur.

Force est cependant de constater que confronté à la qualification de faux documents retenue par le ministre dans la décision déferée du 15 février 2010, le demandeur, outre de verser encore d'autres documents à l'appui de son récit, et notamment une attestation de l'avocat l'ayant défendu en Iran, a émis des contestations formelles dans le cadre de sa requête introductive d'instance. Le demandeur a proposé dans ce contexte que dans l'hypothèse où le ministre persistait dans ses allégations de faux, des poursuites pénales soient engagées ou que le ministre suive la procédure d'inscription en faux.

Le faux en écriture ne se présumant pas et l'article 19 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoyant expressément la possibilité d'une demande en inscription de faux contre une pièce produite, il y a lieu de constater en l'espèce que confronté aux contestations du demandeur, le délégué du gouvernement s'est limité à affirmer que l'expertise de la police grand-ducale serait suffisante pour démontrer de manière convaincante que le livret de famille incriminé serait un faux, mais n'a pas pour autant formulé une demande en inscription de faux qui aurait permis au tribunal d'engager la procédure spécifique afférente prévue à l'article 19 prévisé aboutissant le cas échéant à un jugement sur le faux par le tribunal compétent en la matière. Bien au contraire, force est de constater que la partie étatique s'est refusée à engager des poursuites pénales ou la procédure d'inscription de faux, en affirmant que le Gouvernement émettrait des réserves quant à l'utilité de suivre une procédure en inscription de faux.

Il s'ensuit qu'en l'état actuel du dossier, il n'appartient pas au tribunal de retenir la qualification de faux document par rapport à la pièce litigieuse et il doit considérer le document en question comme non éterné en sa force probatoire, à défaut par la partie étatique d'avoir engagé la procédure spécifique afférente prévue à l'article 19 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, prévoyant expressément la

possibilité d'une demande en inscription de faux contre une pièce produite¹. Dans ces circonstances, le premier et principal élément retenu par le ministre pour mettre en doute la crédibilité du récit du demandeur - le caractère falsifié du livret de famille - est à écarter pour ne pas être vérifié à suffisance en fait et en droit.

Si, comme relevé ci-avant, la partie étatique émet des doutes quant à l'utilité de ladite procédure, il convient de souligner cependant qu'il s'agit d'une procédure d'ordre public que celui qui prétend qu'une pièce produite est fausse doit suivre² ; il convient par ailleurs de relever que le juge administratif n'est en tout état de cause pas habilité pour statuer, fût-ce par voie incidente, sur des questions échappant à sa compétence d'attribution et de trancher la question du caractère falsifié de la pièce incriminée, de sorte qu'il aurait en tout état de cause été obligé de surseoir à statuer et de renvoyer les parties devant le tribunal compétent³, à savoir les juridictions judiciaires seules compétentes de statuer sur l'existence de faux, soit par une action répressive, soit par la procédure de faux civil⁴.

Si le tribunal peut certes suivre la partie étatique en ses préoccupations quant aux délais inhérents à la poursuite d'une telle procédure, notamment au vu des exigences de célérité imprimées à la procédure de protection internationale, il y a lieu de souligner qu'il n'appartient en tout état de cause au juge ni de suspendre l'exécution de la loi, ni de se substituer au législateur, fût-ce pour remédier à des conséquences indésirables que l'application de la loi peut entraîner⁵.

Or, les délais inhérents à la poursuite de la procédure d'inscription de faux ne sauraient être considérés comme déraisonnables compte tenu du caractère gravissime d'une accusation de faux en écriture : il convient dès lors, lorsqu'une partie argue une pièce de faux, de permettre à la partie qui l'a produite de la retirer, sinon de déclarer, après mûre réflexion, qu'elle entend néanmoins s'en servir, ce choix n'étant pas anodin compte tenu des sanctions pénales attachées au faux et à l'usage de faux.

La même conclusion s'impose encore en ce qui concerne les allégations de fausseté de la partie étatique relatives aux jugement et convocation produites en cause par le demandeur, et ce d'autant plus que ces allégations, d'une part, ne reposent sur aucune expertise et, d'autre part, ne tiennent pas compte de l'attestation de l'avocat iranien du demandeur.

En ce qui concerne finalement l'affirmation non autrement circonstanciée selon laquelle l'évasion relatée par le demandeur serait « *rocambolesque* », de sorte à ne pas être crédible, le tribunal ne saurait suivre la partie étatique en cette conclusion, les évasions, d'une manière générale, s'inscrivant dans des circonstances inhabituelles défiant souvent la logique.

¹ Voir notamment trib. adm. 11 mars 2009, n° 25031, trib. adm. 20 avril 2009, n° 24838, trib. adm. 10 juin 2009, n° 25047.

² Diekirch, 5 décembre 1934, Pas. 13, p.340.

³ Voir F. Schockweiler, Le contentieux administratif et la procédure administrative non contentieuse en droit luxembourgeois, n° 259.

⁴ M. Leroy, Contentieux administratif, 3^e éd., p.602.

⁵ Voir en ce sens Cour adm. 13 juillet 2006, n° 21143C, Pas. adm. 2009, V° Lois et règlements, n° 69.

Dans ces circonstances, les éléments retenus par le ministre pour mettre en doute la crédibilité du récit de Monsieur ... sont à écarter pour ne pas être vérifiés à suffisance en fait et en droit.

Eu égard aux considérations qui précèdent, force est au tribunal de constater de prime abord que si le récit initial du demandeur présente certaines incohérences, incohérences que le demandeur a par ailleurs redressées en partie au cours de ses différentes auditions, sinon a expliquées au travers de son recours introductif d'instance et des pièces versées en cause, celles-ci ne sont pas de nature à ébranler la crédibilité de son récit dans sa globalité.

En second lieu, le tribunal constate que le ministre a mis en doute une grande partie du récit du demandeur, sans pour autant se prononcer, sur la raison qui d'après le demandeur l'a effectivement amené à quitter son pays d'origine, à savoir la crainte de persécution et de mauvais traitements. Ainsi, la décision intervenue est exclusivement basée sur un manque de crédibilité du récit du demandeur et manque de faire une analyse de la situation concrète du demandeur.

Il résulte néanmoins des éléments du dossier tels qu'à disposition de la partie étatique au niveau pré-contentieux et contentieux que le demandeur a été arrêté et emprisonné - emprisonnement au cours duquel il a subi des sévices - pour ensuite être condamné à 14 ans de prison, peine convertie suite à son évasion à la peine capitale, et ce à cause de ses activités au sein d'un mouvement dont l'une des activités consistait à dénoncer le régime islamiste iranien, le demandeur ayant de surcroît versé différentes pièces dont une convocation, un jugement ainsi qu'une attestation de son avocat iranien afin d'étayer concrètement le risque de persécution mis par lui en avant.

Il résulte des développements qui précèdent et en l'état du dossier et des moyens échangés de part et d'autre que le demandeur prétend à juste titre à la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef et que la décision déférée encourt la réformation en ce sens, sans qu'il n'y ait lieu d'analyser plus en avant les autres moyens du demandeur.

L'analyse de la demande subsidiaire en obtention de la protection subsidiaire et du refus afférent du ministre devient, au vu de la conclusion ci-avant, surabondante.

2. Quant au recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déférée du 12 février 2009 a pu valablement être dirigé contre la décision ministérielle entreprise. Le recours en annulation ayant été introduit par ailleurs dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre prise dans le cadre de la procédure accélérée vaut ordre de quitter le territoire.

Dans la mesure où le tribunal vient, tel que développé ci-dessus, de retenir que les demandeurs sont fondés à se prévaloir de la protection subsidiaire et que la décision de refus de la

protection subsidiaire est à réformer dans cette mesure, il y a lieu d'annuler l'ordre de quitter le territoire tel que contenu dans la décision ministérielle déférée.

Par ces motifs;

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation contre la décision ministérielle du 15 février 2010 portant refus d'un statut de réfugié et d'une protection subsidiaire,

au fond, le déclare justifié,

partant, par réformation, accorde à Monsieur ... le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève,

reçoit encore en la forme le recours en annulation introduit contre l'ordre de quitter le territoire,

au fond, le déclare justifié,

partant, annule l'ordre de quitter le territoire contenu dans la décision ministérielle déférée,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 30 juin 2010 par :

Marc Sünner, premier juge,
Claude Fellens, premier juge,
Thessy Kuborn, juge,

en présence du greffier assumé Michèle Feit

s. Michèle Feit

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 1 juillet 2010
Le Greffier assumé du Tribunal administratif